



Tourisme et développement durable en Méditerranée

Loïc BOURSE
Chargé de Mission Tourisme
lbourse@planbleu.org

En sa qualité d'observatoire de l'environnement et du développement durable en Méditerranée et de Centres d'Activités Régionales du PNUE/Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM), le Plan Bleu a à son actif de nombreuses études et analyses prospectives sur le thème du tourisme aux échelles régionale, nationale et locale. Durant la période antérieure au programme d'activités « Tourisme et développement durable en Méditerranée », les études du Plan Bleu se concentraient essentiellement sur des analyses qui concernaient l'échelle nationale et l'échelle de la région méditerranéenne. Hormis l'étude portant sur les îles Baléares (2004), les analyses de la durabilité du tourisme en Méditerranée ont été réalisées à l'échelle locale à partir de 2009, dans le cadre du projet « Profils de durabilité de quelques destinations touristiques en Méditerranée ».

Pour vous présenter un état des lieux du tourisme durable en Méditerranée, le plan de la communication se découpera en trois temps. Dans un premier temps, il sera repris les principaux résultats et prospectives du tourisme à l'échelle de la région méditerranéenne. Ils seront croisés, dans un second temps, avec les résultats mesurés à l'échelle locale. Puis, dans un troisième temps, il sera présenté les orientations vers lesquelles l'équipe du Plan Bleu tendent pour appuyer un tourisme durable en Méditerranée.

1. L'échelle régionale

Le tourisme est une activité économique essentielle pour les pays riverains de la mer Méditerranée. Forts de leur positionnement au carrefour de trois continents, ils attirent 32 % des arrivées touristiques internationales mondiales en 2009. Cette même année, les pays méditerranéens ont accueilli environ 287 millions de touristes internationaux ; à l'horizon 2025, la fréquentation pourrait atteindre 637 millions de touristes dans les pays méditerranéens, dont 312 millions dans les seules régions côtières.

En Méditerranée, l'offre proposée aux touristes est principalement basée sur un produit balnéaire. La diversification du produit touristique qui aurait pu s'orienter vers un élargissement de la part des lits non-balnéaire dans l'offre touristique a porté depuis une quinzaine d'année plus sur une diversification de l'offre d'hébergement et des services proposés dans les stations balnéaires. En effet, pour faire diminuer les effets de la saisonnalité, qui restent toutefois encore très importants, la Côte d'Azur en France, par exemple, a investi dans des infrastructures permettant d'accueillir un tourisme d'affaire, de salons et de festivals.

Les recettes au titre du tourisme international ont atteint plus de 208 milliards US\$ en 2006 pour l'ensemble des pays méditerranéens, ce qui représente une dépense moyenne de 803 US\$ par

touriste international¹. A titre de comparaison, un touriste international aux Etats-Unis d'Amérique dépense deux fois et demi plus (2 075 US\$), ce qui donne une idée de la marge de progression du tourisme méditerranéen en terme d'apport de devises. Un tourisme méditerranéen « bon marché » notamment grâce à une main d'œuvre bon marché (essentiellement dans les pays situés sur les rives sud et est de la Méditerranée).

En matière d'impacts du tourisme sur l'environnement, le transport lié au tourisme est une source importante d'impacts. Depuis une vingtaine d'années, c'est le transport aérien qui progresse le plus significativement, passant de 23 % des arrivées en 1988 à 40 % en 2006, alors que les arrivées par mer ne gagnent que 2 % sur la même période. Cependant, l'arrivée des touristes internationaux s'effectue encore majoritairement par la route : 52 % en 2006 contre 67 % en 1988. Divisées par trois entre 1988 et 2006, les arrivées par rail s'effondrent. Les touristes internationaux provenant en grande partie de pays situés sur la rive Nord, les territoires insulaires et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) sont de plus en plus dépendants du transport aérien. Par ailleurs, le tourisme méditerranéen étant très largement balnéaire, toutes les installations construites spécifiquement sur le littoral contribuent à l'artificialisation des côtes. Les impacts du tourisme sur l'environnement sont fortement accentués par la concentration saisonnière et spatiale des activités touristiques. La forte densité de population sur les lieux de vacances génère des pressions sur les ressources en eau et les milieux naturels et une augmentation de la production de déchets. Si la consommation totale d'eau des touristes reste faible (4,5 % de la demande en eau à Malte ou à Chypre, 2 % dans des pays très touristiques comme la Grèce ou la Tunisie, inférieur à 1 % dans les pays encore peu touristiques comme la Syrie), elle présente, en période sèche, un fort caractère concurrentiel avec les autres secteurs d'activités, du fait des besoins du tourisme (balnéothérapie, arrosage de golf, piscines) et des habitudes des touristes de pays non arides (consommation quotidienne plus élevée).

2. L'échelle destination

Les résultats du programme d'activités 2009-2011 et plus particulièrement du projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » font ressortir les constats suivants :

- La baisse tendancielle des revenus dans les destinations balnéaires de tourisme de masse de type 3S « Sea, Sand & Sun », la dépendance de ces destinations par rapport aux acteurs extérieurs et au marché international, la fuite d'une partie des revenus induite par cette dépendance à l'échelle internationale et par l'accroissement du secteur non-déclaré à l'échelle nationale et locale, représentent autant de facteurs remettant en question un modèle de développement touristique qui montre ses limites en termes de durabilité socio-économique et environnementale.
- Une redistribution des fruits de la croissance encore faible, de fortes inégalités sociales (de genre et de génération) dans l'accès à l'emploi, des potentialités de créations d'emploi touristique durable souvent surestimées, une forte saisonnalité et la précarité d'une grande partie des emplois dans le secteur du tourisme remettent également en question le(s) modèle(s) de développement du tourisme en Méditerranée.

¹ soit 168 US\$ par nuitée.

- Des consommations d'eau et d'énergie souvent au-dessus des capacités de production et d'approvisionnement, des déficits infrastructurels en matière de collecte et de traitement des déchets solides et liquides, l'urbanisation et l'artificialisation des littoraux et des espaces naturels avec notamment la poussée du résidentiel, l'accentuation des pressions anthropiques sur des espèces menacées, interrogent la durabilité environnementale des destinations méditerranéennes et appellent, là aussi, à la (re)définition de modèles de développement de tourisme durable.
- Des modes de gouvernance mettant souvent à mal la coordination multi-acteurs en matière de prise de décision, l'éviction de certains acteurs des scènes de gouvernance territoriale, les stratégies politiciennes et mercantiles d'acteurs publics et opérateurs privés, peuvent alimenter des germes d'instabilité sociopolitique et des formes de rejet populaire d'un développement trop « sélectif », accaparé par quelques-uns et offrant peu de perspectives aux jeunes méditerranéennes.

3. Prospectives pour un suivi du tourisme durable en Méditerranée

De cette série de constats peuvent découler deux pistes de réflexion qui renvoient à deux approches complémentaires :

- la poursuite des expertises scientifiques à vocation opérationnelle et des études locales, nationales et régionales sur le thème du tourisme, en vertu des fonctions du Plan Bleu d'observatoire de l'environnement et du développement durable en Méditerranée ;
- le prolongement de ce volet « scientifique opérationnel » en termes d'applications pragmatiques et concrètes dans une démarche d'aide à la décision.

(1) En termes d'expertise scientifique et d'approches méthodologiques, les travaux conduits par le Plan Bleu depuis 2005 sur le test des indicateurs prioritaires et des indicateurs complémentaires « Tourisme » pour le suivi de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD), conformément au mandat confié au Plan Bleu par la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD) et par les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone, ont permis de valider un jeu d'indicateurs destinés à évaluer les progrès dans la mise en œuvre des orientations de la SMDD. Suite à la sélection et au test des indicateurs de développement durable (IDD) et afin de pouvoir renseigner les indicateurs de manière systématique à l'échelle régionale et pour chacun des pays méditerranéens, il est indispensable de renforcer le processus de collecte d'information dans le cadre du « système d'information méditerranéen sur l'environnement et le développement durable ».

(2) En termes d'applications opérationnelles, dans une démarche d'aide à la décision et dans une perspective de création d'un « observatoire du tourisme durable en Méditerranée », en vertu de ses fonctions de centre d'information pour faciliter les décisions politiques dans les domaines socio-économique, environnemental et de l'aménagement du territoire, le Plan Bleu propose d'élaborer une grille de lecture de la durabilité des destinations et des projets touristiques sur la base de critères d'éligibilité des projets de développement de nouvelles destinations ou de reconversion de destinations existantes pour améliorer leurs performances.